



COMPTE-RENDU DU CONSEIL DE GESTION UFR DES SCIENCES

Vendredi 9 décembre 2022

Université de Picardie Jules Verne
UFR des Sciences

33 rue Saint Leu
80039 Amiens cedex 1
cecile.poiret@u-picardie.fr
Tél : 03 22 82 75 20



Le Conseil de Gestion de l'UFR des Sciences s'est réuni le vendredi 9 décembre 2022 à 10h00 sous la présidence de Françoise GILLET, Directrice de l'UFR des Sciences, en présence de :

Monsieur Antony BEAUJEAN
Madame Sophie BOUTON
Monsieur Jean-Noël CHOTARD
Monsieur Alain COURNIER
Monsieur Vincent DEMAILLY
Monsieur Loïc DUPONT
Madame Djemaa KACHI
Monsieur Dominique LAZURE
Madame Virginie LAMBERTYN
Monsieur Raynald LESIEUR
Madame Mélanie SEREE
Monsieur Pascal VASSEUR

Avaient donné procuration :

Monsieur Jérôme BOSCHE à Monsieur Pascal VASSEUR
Madame Laure BRISOUX-DEVENDEVILLE à Monsieur Dominique LAZURE
Madame Claude GUERY à Monsieur Loïc DUPONT
Madame Da HUO à Monsieur Antony BEAUJEAN
Madame Isabelle WALLET à Madame Mélanie SEREE

Assistaient également à la réunion :

Monsieur Stéphane CHARVET
Monsieur Frédéric COLLET
Madame Isabelle DHENNIN
Monsieur Vincent MOREAU
Madame Cécile POIRET
Monsieur Alexis POTELLE
Monsieur Radu STANCU

L'ordre du jour est le suivant :

1. Point informations
 2. DU Ingénierie des Systèmes Complexes
 3. Modifications maquettes Master MIAGE 2023/2024
 4. Budget initial 2023
 5. Questions diverses
-

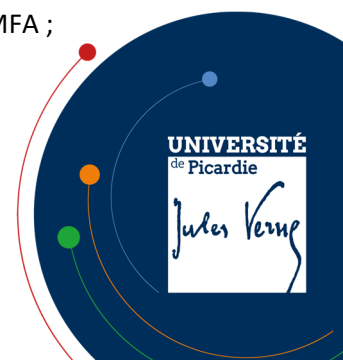
La Directrice ouvre la séance en informant les élus du report du point 2 : DU Ingénierie des Systèmes Complexes, le dossier n'étant pas finalisé.

1. Point informations

* Retour sur la campagne d'emplois des enseignants-chercheurs 2023.

Sur les 16 postes demandés au recrutement en septembre 2023, 7 ont été attribués à l'UFR des Sciences :

- Deux postes MCF pour le département mathématiques, rattachés au laboratoire LAMFA ;
- Deux postes MCF pour le département informatique, rattachés au laboratoire MIS ;
- Un poste PR pour le département 3EA, rattaché au laboratoire LTI ;



- Un poste MCF pour le département 3EA, rattaché au laboratoire MIS ;
- Un poste MCF pour le département SVT, rattaché au laboratoire BIOPI.

* Pas de retour officiel de la campagne d'emplois BIATSS 2023.

* Des élections partielles du conseil de gestion sont prévues le 24 janvier 2023. Deux sièges sont à pourvoir pour le collège des personnels BIATSS et 3 sièges pour le collège des usagers.

* La motion votée lors du précédent conseil demandant le maintien en priorité du service public d'enseignement supérieur et de recherche et s'opposant à toute fermeture de l'établissement dans le cadre du délestage prévu dès janvier 2023 a bien été transmise à la gouvernance. A ce jour la direction n'a pas eu de retour.

3. Modifications maquettes Master MIAGE 2023/2024

Madame LAPUJADE présente le projet de modifications des maquettes du Master MIAGE 2023/2024, initié suite au transfert du parcours eSanté vers le master informatique. Les effectifs restent les mêmes - 70 étudiants, avec un parcours de moins et le parcours SID qui ne trouve pas son public.

Les modifications sont proposées sur les intitulés de deux parcours, et sur l'organisation des UE. L'équipe pédagogique s'est basée sur les nouveaux référentiels métiers du numérique pour une redistribution des parcours en fonction de cette nouvelle typologie de métiers. Ces modifications permettent également de préparer le passage aux compétences avec la création d'une SAE en M1 et un renforcement des ETCS de la SAE en M2.

La formation à distance Master eMIAGE ne fait pas partie de ces modifications de maquettes. Les intitulés des parcours Organisation des Systèmes d'Information de l'Entreprise (OSIE) et Innovation et Entrepreneuriat (INE) restent à l'identique.

Les modifications de parcours concernent :

- Systèmes d'Information Ouverts (SIO) en 2022 devient Ingénierie de la Transformation Digitale (ITD) en 2023 ;
- Systèmes d'Information Décisionnels (SID) en 2022 devient Ingénierie des Données et de la Décision (IDD) en 2023 ;

Les évolutions du M1 portent sur :

- Création d'une SAE à 6 ECTS ;
- 2 UE de 3 ECTS chacune supprimées : Marketing orienté web et découverte des laboratoires ;
- 2 UE déplacées vers le Master 2 : statistiques et conduite du changement.

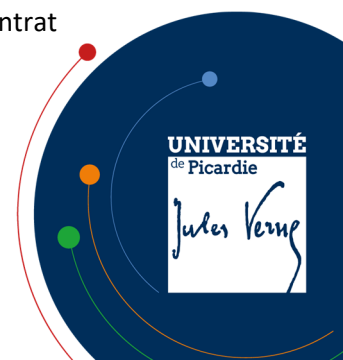
Les évolutions du M2 portent sur :

- Plus de choix d'option dans les parcours ;
- Etude de cas thématique passe de 6 à 9 ECTS à volume égal ;
- 7 UE créées ;
- 2 UE transfuges du M1 ;
- 8 UE supprimées.

En terme de coût, les modifications génèrent une légère baisse du nombre d'UC (2685 UC avec la nouvelle maquette, 2787 maquette 22/23).

Madame BARRY précise que l'emploi du temps des étudiants ne change pas. En M1, deux emplois du temps sont différenciés au second semestre : un en alternance et un en FI avec cours à temps plein et période de stage. Les étudiants en M2 sont tous en alternance (convention de stage ou apprentissage).

Madame KACHI demande la distinction entre la convention de stage alterné et le contrat d'apprentissage.



Madame LAPUJADE répond que le niveau de rémunération diffère. Il est plus élevé pour l'apprentissage.

Madame BARRY précise que le choix se fait aussi selon la situation des entreprises. Notamment, si une entreprise atteint son quota d'apprentis, alors elle peut faire le choix d'un stage alterné pour garder l'étudiant.

Madame LAPUJADE ajoute qu'ils n'accueillent plus d'étudiants internationaux en M1. Ils ont la possibilité d'intégrer la formation en L3. Ils sont ainsi résidents en France à l'entrée du M1, ce qui facilite la recherche d'apprentissage et évite les ruptures de contrat.

Monsieur POTELLE demande quel est le volume horaire étudiant sur les deux années.

Madame LAPUJADE répond que le volume horaire n'a pas changé depuis l'accréditation. Les deux années sont équilibrées : 460 heures pour le M1 et 420 heures pour le M2.

Monsieur POTELLE demande s'il n'y a pas d'encadrement de petit groupe de 18.

Madame LAPUJADE répond qu'il n'y a pas de TP mais des TD avec des effectifs de groupe à 25. Chaque parcours ne peut accueillir que 25 étudiants maximum.

Madame BOUTON demande si l'adaptation des choix de parcours se fait en fonction du consortium MIAGE.

Madame BARRY répond par l'affirmative afin d'éviter toute concurrence entre formations MIAGE.

Madame LAPUJADE ajoute que le consortium regroupe 20 universités, la MIAGE d'Amiens étant la plus conséquente.

Madame KACHI demande si l'insertion après obtention du diplôme est proche de 100%.

Madame LAPUJADE répond que les étudiants reçoivent énormément de propositions d'emploi à la fin de leur M2, dès diffusion de leur CV.

Monsieur POTELLE demande à la direction de l'UFR si les masters devront passer en compétences à partir de la prochaine accréditation.

Monsieur CHARVET répond qu'il n'y a pas de directives dans ce sens pour l'instant. D'autre part, les fiches RNCP sont en compétences depuis longtemps.

Monsieur COLLET précise que les compétences RNCP ne sont pas sur les mêmes principes que celles de la LCeR.

Monsieur COLLET indique que dans les maquettes précédentes la partie projet professionnel n'était pas chiffrée, donc pas de REH prévu pour les heures de projet.

Madame BARRY confirme, ces heures étant prévues dans la maquette.

Madame GILLET soumet ce point au vote.

Ne prend pas part au vote :	0
Abstention :	0
Contre :	0

Les modifications des maquettes du Master MIAGE 2023/2024 sont adoptées à l'unanimité des membres présents ou représentés.



4. Budget initial 2023

Monsieur NIOT présente le bilan du budget initial 2023 de l'établissement déposé le mercredi précédent au Rectorat et au contrôleur budgétaire de la Direction des Finances. Pour la première année, l'UPJV présentera un budget déficitaire dû à l'augmentation cumulée des fluides et du reste à charge sur l'augmentation du point d'indice, soit 8 millions d'euros de charges supplémentaires. Deux millions d'euros seront absorbés par l'établissement, le déficit sera de 6 millions d'euros. Ce budget initial pourra être corrigé lors de budgets rectificatifs. Ce déficit impacte également la capacité d'autofinancement de l'établissement. Le fonds de roulement sera en baisse pour un montant de 20.9 millions d'euros (34 millions d'euros en 2022).

L'évolution de l'activité financière de l'UPJV présente un montant plus élevé de charges que de produits, et l'évolution de la masse salariale présente une subvention pour charges de service public (SCSP) inférieure aux dépenses de masse salariale.

Cette évolution de la masse salariale par rapport au BR2 2022 porte principalement sur :

- L'augmentation du point d'indice (sur 6 mois) : + 1.37 M€ ;
- La LPR (primes enseignants chercheurs) 2023 : + 959.2 K€ ;
- Crédits affectés, type PIA, ANR... : + 586.9 K€ ;
- IFSE non titulaires : + 420 K€, pour amélioration des carrières des contractuels ;
- Campagne d'emplois BIATSS : +251 K€ ;
- Campagne d'emplois enseignants chercheurs : + 74.5 K€.

Les dépenses de fonctionnement 2023 (35 M€) : 47% de la dépense est liée au patrimoine et fluides, 14% pour le fonctionnement des composantes, 32% pour les pôles et directions (CVEC, parc informatique...), 7% pour la recherche.

Les dépenses en investissement 2023 (31.95M€) : 77% pour le pôle patrimoine. 10% pour les composantes, 6% pour les pôles et directions, et 7% pour la recherche.

L'arbitrage fait sur le budget de la composante n'a pas touché les demandes sur la masse salariale et le fonctionnement. L'arbitrage sur l'investissement s'est basé sur la première remontée des demandes, n'ayant pas la possibilité de prévoir plus.

Si l'établissement obtient assez de marges supplémentaires, il sera toujours possible en cours d'année de ré-abonder sur des dépenses non prévues lors de BR. Il est aussi possible de faire des transferts de masse entre fonctionnement et investissement dès janvier 2023.

Madame GILLET indique que le travail a été fait non pas par rapport à l'exécuté 2021, mais aux besoins. L'arbitrage présentant -200 000 euros en investissement, chaque directeur de département devra revoir ses besoins pour prioriser les projets. L'investissement a été largement diminué, pourtant les recettes ont augmenté permettant jusqu'à l'autofinancement total des besoins remontés.

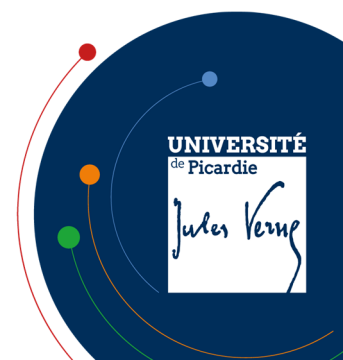
Monsieur LAZURE demande à quoi correspond les 75 M€ pour la campagne d'EC.

Monsieur NIOT précise qu'il s'agit du résultat entre les entrées et sorties (retraites, mutations). La campagne d'EC prévoit 28 postes (90 M€/poste).

Monsieur LAZURE fait remarquer que l'augmentation du point d'indice est de 3.5%, or l'inflation est de 6%. La GIPA (Garantie individuelle du pouvoir d'achat) pourra-t-elle être reconduite en 2023 ?

Monsieur NIOT répond que la GIPA est une obligation réglementaire.

Monsieur LAZURE demande si le taux horaire des vacataires sera également revalorisé.



Monsieur NIOT répond par l'affirmative.

Madame GILLET rappelle que le passage à la LCeR induit un supplément de 1700 UC sur les charges d'enseignement. Le conseil de gestion avait fait remonté une demande de campagne EC totale sur N-1 et N pour compenser ce supplément.

Monsieur NIOT répond que l'UPJV n'est pas en capacité de publier tous les supports. L'arbitrage a permis deux postes supplémentaires ; en informatique et mathématiques.

Monsieur COURNIER rappelle que lors de la fusion des deux facultés, l'une des promesses était de garder la main sur le budget. Depuis, les équipes pédagogiques ont développé la formation en alternance permettant ainsi d'augmenter le budget. Cette nouvelle méthode de budget est un retour en arrière. Les recettes disparaissent, le budget est sans garantie sur l'avenir, et sans assurance que les fonds propres générés ne soient que partiellement rendus. Il craint qu'en fonction de l'équipe dirigeante, la politique adoptée sur le budget change.

Monsieur NIOT précise que le fait d'avoir changé de CFA a permis de recevoir l'intégralité des sommes perçues pour chaque contrat moins le forfait gestion. Depuis 2020/2021, la prise en compte du NPEC a également permis de se développer. Il existe une différence entre ce qui est justifié et ce que coûte l'apprentissage à la composante, rendue visible grâce à la méthode P2CA (projet de connaissance des coûts et des activités). Cette méthode sera présentée lors d'une prochaine réunion. Cette marge de manœuvre sera maintenue.

Madame GILLET évoque la réhabilitation de certains locaux de l'UPJV. A l'UFR des Sciences, les locaux sont délabrés. Le budget coordination sciences étant trop faible dans le passé, peu d'investissements ont été faits sur la composante. Dans le cadre d'une avance sur le CPER, un effort de la gouvernance est prévu pour aider la coordination sciences pour aider à avoir un outil de travail correct, notamment pour le déploiement du wifi.

Monsieur NIOT précise que le financement pour la couverture wifi est prévu par le PIA-DEMOS, pour l'aide à la transformation pédagogique, dans lequel l'UFR des Sciences est inscrite. Six millions d'euros seront affectés sur 3 ans. Un serveur de stockage et des bornes wifi seront achetés. E nombreux fonds divers existent, sur lesquels la gouvernance jongle pour aider au mieux les composantes. Par ailleurs, la gouvernance tente de mieux doter la coordination sciences pour permettre de mieux rénover et maintenir les bâtiments. Le CPER est prévu pour une maintenance lourde : rénovation des bâtiments F, H et I. Un relamping est prévu dans les grands amphis dans l'attente de la réhabilitation.

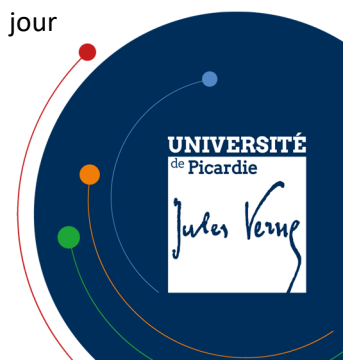
Madame POIRET revient sur le relamping prévus dans des bâtiments programmés à la rénovation dans le cadre du CPER qui aurait dû être signé depuis plusieurs mois, et demande quels sont les points de blocage. Des dépenses sont engagées pour des installation qui deviendront caduques après rénovation.

Monsieur NIOT fait un retour sur le délestage. Le hub et le bâtiment des serres ne seraient pas délestés, étant dans la boucle sanctuarisée.

Madame POIRET demande si un PCA est en cours.

Monsieur NIOT répond par l'affirmative. Il sera transmis début janvier et présentera globalement les points suivants :

- à J-3 : première information, passage en Ecowatt rouge au niveau national. Réduire les consommations énergétiques.
- à J-1 entre 14 et 15 h : derniers échanges et achats au niveau européen. Si pas de possibilité d'achat de suffisamment de puissance énergétique, l'activation du délestage sera prévue le jour suivant.



- à J-1 entre 17h et 19h30 : connaissance des lieux coupés (bâtiment ou sites), selon 7 boucles (la 7^{ème} est sanctuarisée). Les coupures se feront par tranche horaires de 2 heures maximum. Lancement de l'information par l'établissement, car obligation de fermer administrativement les bâtiments. Ils seront alors fermés sur la journée entière incluant le temps de coupure et de redémarrage (vérification de tous les systèmes de sécurité).

Monsieur NIOT indique que les relations difficiles entre l'état et la région retardent les signatures officielles du CPER. Mais les crédits de la région ont été votés en commission régionale.

Monsieur BEAUJEAN demande si dans les années futures le budget pourrait-il revenir à un équilibre et si les recettes générées par une composante pourront à nouveau être dépensées par la composante.

Monsieur NIOT répond que le Rectorat est très vigilant sur les consommations des budgets de fonctionnement des composantes, et a constaté une surbudgétisation de certaines composantes en regard aux dépenses.

Monsieur BEAUJEAN fait remarquer que les équipes pédagogiques ont le sentiment de faire de plus en plus d'efforts pour générer des ressources propres, et constatent de plus en plus de ponctions : les besoins en postes EC ne sont pas entendus, les TP sont maintenant rémunérés à 0.66 UC hors service, et les suivis d'apprentis passent de 12 UC à 8 UC.

Monsieur NIOT répond que ce n'est pas une volonté de la gouvernance de baisser les recettes des composantes. Concernant le suivi des apprentis, le REH prévoit 8 heures de suivi + 4 heures. Concernant la rémunération des TP, il s'agit de la réglementation que l'établissement doit respecter. La gouvernance injecte un budget à la composante. Charge à elle de la répartir en fonction de ses priorités et de ses besoins. De plus, un accompagnement sera proposé pour faciliter le dépôt de projets via Formasup afin d'aller rechercher de l'ex-FSI apprentissage de la Région.

Madame GILLET demande si un retour officiel est prévu avant le CAC du 15 décembre concernant le repyramidage 2021 et 2022.

Monsieur NIOT indique que le CAC ne statue pas sur ce point. Le calendrier est lié à Galaxie : le 14 décembre à 17h, tous les lauréats doivent être saisis. Les comités d'audition se sont tenus, et le Président a procédé à un arbitrage.

Madame GILLET demande si les sections concernées par le repyramidage 2023 seront transmises.

Monsieur NIOT répond par l'affirmative. 8 possibilités de repyramidage en 2023 et 8 en 2024 sont prévues. Le Ministère a identifié 13 sections CNU. La gouvernance reviendra vers la composante pour faire le point, dans l'attente d'un décret sur le repyramidage.

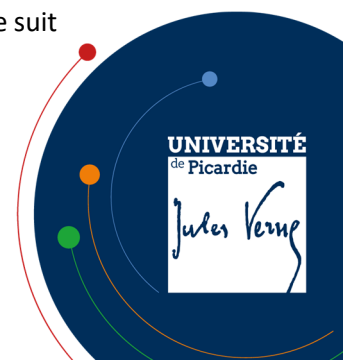
Madame POIRET demande s'il est possible d'avoir un retour sur l'arbitrage du recensement des postes BIATSS.

Monsieur NIOT fera remonter la demande à la DRH, et précise qu'en l'absence du DRH, Emmanuel BERTHE, DGSA fait l'intérim.

Madame POIRET présente ensuite la proposition de répartition de la notification attribuée à l'UFR des Sciences pour le budget initial 2023, étudiée lors d'un bureau élargi aux directeurs de départements et revue lors du groupe de travail finances réuni le 7 décembre dernier.

La notification 2023 de l'UFR des Sciences arbitrée par la gouvernance se décompose comme suit :

- Fonctionnement 755 905 € ;



- Investissement 710 228 € ;
- Masse salariale 845 161 €.

Les lignes fonctionnement et masse salariale sont identiques à la demande remontée par la composante. La ligne investissement a été diminuée par rapport à la remontée des besoins (939 836 €).

Cette baisse de crédits investissement a été répartie sur les départements et l'administration, en diminuant les crédits à hauteur de 20.66% par département, et en reportant à une année ultérieure le projet du Master ISC rattaché à l'administration pour un montant de 60 000 €.

L'UFR aura la possibilité de faire des transferts de masse, si un projet investissement ne peut pas être reporté, sous condition d'avoir du fonctionnement non-consommé.

Madame GILLET ajoute qu'en supplément de ce budget, des appels d'offres liés à l'apprentissage peuvent permettre le financement de matériel en investissement. Le CFA FORMASUP se tient à la disposition des équipes pédagogiques pour monter les dossiers de demande de financement.

Monsieur LAZURE demande si la baisse de l'enveloppe investissement mettra en difficulté les départements.

Madame GILLET indique que des projets devront être différés. Toutefois sur 2022, 250 000 € seront rendus à l'établissement provenant de l'enveloppe fonctionnement. Afin d'éviter cette non-consommation de budget dans certains départements en regard d'autres départements qui peinent à finir l'année, il serait intéressant de discuter collectivement dès le début de l'année civile des crédits qui ne pourraient être consommés pour les ventiler sur des formations en tension financière.

Madame POIRET précise qu'en 2022 les crédits ouverts en fonctionnement étaient élevés, car à hauteur des recettes liées à l'alternance et la formation continue. En 2023, les crédits ouverts en fonctionnement seront basés sur la remontée des besoins. Il devrait donc y avoir peu de crédits non consommés en fin d'année 2023.

Monsieur LAZURE fait remarquer que les élus doivent voter un budget sans avoir connaissance du matériel demandé en investissement.

Monsieur COLLET précise que la gestion financière envoie un fichier listant les investissements dans le détail, chaque début d'année civile à tous les départements.

Madame GILLET soumet ce point au vote.

Ne prend pas part au vote :	0
Abstention :	1
Contre :	1

La répartition de la notification 2023 est adoptée à la majorité des membres présents ou représentés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

